

**Le sénateur Gigantès:** Cela n'a pas d'importance pour les conservateurs, parce qu'elle est pauvre et que les pauvres ne comptent pas.

M<sup>me</sup> Parkhill est le genre de personne qui souffrira le plus de la taxe, parce que, comme je le faisais remarquer hier, il ne s'agit pas seulement d'une hausse de 7 pour cent, mais aussi du phénomène observé en Europe d'une hausse des coûts administratifs pour toutes les petites entreprises, à cause de la TPS. Pourquoi le magasin familial où elle fait ses courses devrait-il assumer ce coût? Il le répercutera sur ses clients. Elle paiera plus que 7 pour cent, probablement jusqu'à 10 pour cent, ce qui signifie qu'elle aura 55 \$ de moins par année.

Pour les sénateurs d'en face, 55 \$ par année, ce n'est même pas le prix d'un bon repas dans leur restaurant favori. Ce n'est même pas une bonne bouteille de vin. Même pas une cravate. Mais pour M<sup>me</sup> Parkhill, cela veut dire 36 jours sans le sou parce qu'elle dépense en entier les 550 \$ qu'elle reçoit tous les mois. Elle se trouve à la limite et vous pouvez être assurés qu'avec 550 \$ par mois, elle se nourrit mal. Ou bien elle mangera 10 pour cent de moins tous les jours, ou bien elle ne pourra vivre qu'une partie de l'année, elle ne pourra pas vivre pendant les derniers 36 jours et demi.

Étant donné que certaines dépenses ne peuvent être comprises, comme le loyer, et que le loyer représente probablement la plus grande partie de ces 550 \$, elle devra se priver de nourriture, se priver de chauffage et porter des bottes d'hiver percées. Elle sera malade plus souvent qu'avant et elle sera un plus grand fardeau pour nos services de santé.

Il s'agit bien sûr d'un exemple classique de la stupidité conservatrice, à moins que les conservateurs n'aient un plan derrière la tête et j'y viendrai dans un instant. Si nous maintenons nos services de santé—parce que le public ne permettra pas que le gouvernement les réduise—nous devrons en tant que contribuables, payer bien plus pour maintenir la santé de M<sup>me</sup> Parkhill, qui sera aggravée par cette baisse de revenu, que les 55 \$ soutirés par le gouvernement à l'aide de cette taxe infâme.

Bien sûr, si les conservateurs veulent faire à leur tête et continuer de privatiser l'assurance-maladie, elle mourra peut-être sans soins parce qu'elle ne fait pas partie des heureux élus. Si elle en faisait partie, elle ne serait pas pauvre. Si elle est pauvre, elle ne mérite pas d'attention. Voilà la logique profonde des conservateurs. Le pauvre ne mérite pas notre attention.

Je souhaite toute la chance du monde à M<sup>me</sup> Parkhill afin qu'elle survive aux deux prochaines années sous un gouvernement insensible et redoutable dirigé par un homme qui n'a aucune conscience et aucun patriotisme. Pire encore, il n'a aucune compétence utile pour notre pays. Si vous écrivez à cette dame, sénateur Kirby, transmettez-lui toutes mes sympathies et remerciez-la pour ses paroles encourageantes à notre endroit. Revenons maintenant à M. Brooks:

3) Comme nous l'avons fait remarquer plusieurs fois, le fait que le crédit n'est que partiellement indexé (ne s'applique qu'à la tranche d'inflation au-delà de 3 pour cent), aura pour effet d'en éroder progressivement la valeur. Le Conseil national du Bien-être a estimé que dans les deux ans qui suivront l'entrée en vigueur de la taxe, 100 000 familles perdront leur droit au crédit et, cinq ans plus tard, 700 000 familles l'auront perdu . . .

● (1050)

Il est certain que, pendant le mandat conservateur, 100 000 familles souffriront à cause de cette taxe d'ici trois ans. Dieu veuille que les conservateurs ne soient pas au pouvoir pendant cinq ans, parce que 700 000 familles seront frappées. Cela représente près d'un million et demi de personnes qui seront appauvries à cause de cette seule mesure conservatrice. Ces gens auront perdu leur protection, parce que l'inflation aura érodé la valeur réelle du seuil à partir duquel le crédit commence à diminuer.

Même si la taxe sur les produits et les services continuera d'être imposée sur des biens dont les prix auront été touchés par l'inflation, le gouvernement, cinq ans plus tard, paiera déjà 700 millions de dollars de moins pour compenser l'effet régressif de la taxe sur les familles à faible revenu.

Est-il juste de soutirer 700 millions de dollars des goussets des pauvres au lieu, comme le propose Neil Brooks, l'auteur de ce document, d'accroître un peu—rien qu'un peu—le fardeau fiscal des riches? Et dans quelle mesure les riches seraient-ils frappés si les hausses d'impôt proposées étaient adoptées? Il nous a déclaré que les familles disposant du revenu le plus élevé paieraient 300 \$ de plus par année. Qu'est-ce que 300 \$ de plus par année? Cinq cravates pour le sénateur Poitras. C'est tout. Mais non, nous ne pouvons pas augmenter les impôts de nos magnats canadiens, il faut alourdir le fardeau fiscal de nos citoyens canadiens. C'est ce qu'il faut faire. C'est ce que le gouvernement nous demande de faire.

Il y aussi des gens qui ont subi un lavage de cerveau. Vous n'aimez pas ce mot, madame? Ils ont subi un lavage de cerveau, car le gouvernement les a amenés à penser que nous, ici au Sénat, avons tort de nous opposer à cette taxe perverse, que nous avons tort de défendre les intérêts des centaines de milliers de personnes qui verront leur revenu fondre sous l'effet de cette taxe perverse, que nous avons tort de défendre M<sup>me</sup> Parkhill, qui devra se priver de manger, se priver de chauffage, se priver de sortir et qui devra lutter pour ne pas sombrer dans la déprime dans laquelle sombreront les défavorisés à cause de cette taxe perverse.

**Le sénateur Turner:** Une taxe de 1 400 \$ sur une automobile de 20 000 \$, soit la valeur moyenne des achats.

**Le sénateur Gigantès:** Comme vous dites.

Neil Brooks écrit:

Enfin, et peut-être est-ce là le point le plus important, n'est-il pas étrange de commencer par imposer une taxe aux gens à faible revenu pour leur donner ensuite un crédit destiné à en compenser les effets?

Pourquoi l'imposer?

D'abord, cela ajoute passablement à la complexité du système de la fiscalité et des transferts.

Je répondrai à M. Brooks dès maintenant, avant de poursuivre. Il semble un peu plus confiant et naïf que moi. Cette taxe est instaurée parce que les magnats la veulent. Peu importe les conséquences. Peu importe la complexité. En réalité, la complexité leur donnera plus tard une raison de proposer que les transferts soient réduits parce qu'ils coûtent trop cher à administrer. Jetons donc quelques personnes de plus en bas de la